SECTION o. AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)

Avis d'appel d'offres

Nom de l'Autorité contractante : Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin

Objet: Acquisition et déploiement d'une solution de Gouvernance Risques et Conformité

Référence SIGMAP: F DGR 100867

- Cet Avis d'appel d'offres fait suite au plan de passation des marchés publics de la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin, version n° 03 publié sur le portail web des marchés publics le 11 juillet 2025.
- 2. La Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin) a obtenu dans le cadre de son budget, des fonds afin de financer son fonctionnement, et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché relatif à l'acquisition et déploiement d'une solution de Gouvernance Risques et Conformité.
- 3. La Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin) sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour les prestations suivantes :
 - Fourniture et déploiement d'une solution GRC intégrée;
 - Paramétrage et personnalisation de la solution ;
 - Intégration avec les systèmes existants;
 - Tests, validation et mise en production;
 - Formation et accompagnement;
 - Appui à la conduite du changement;
 - Support technique et maintenance corrective

Le présent appel d'offres est constitué d'un lot unique :

Les variantes ne sont pas admises.

- 4. La participation à cet appel d'offres ouvert tel que défini dans la loi n°2020-26 du 29 septembre 2020 portant code des marchés publics en République du Bénin concerne tous les candidats éligibles, remplissant les conditions définies dans le présent Dossier d'appel d'offres ouvert et qui ne sont pas frappés par les dispositions des articles 61 et 121 de ladite loi.
- 5. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Personne responsable des marchés publics ; Email: prmp.cdcb@cdcb.bj et prendre connaissance des documents d'appel d'offres au secrétariat permanent des

marchés publics sis au 1^{er} Etage de l'Immeuble « LE JATOBA », Avenue Jean-Paul II, lot 20, Zone résidentielle à Cotonou de 08 heures à 12 heures 30 min et de 14 heures à 17 heures 30 min, heures locales.

- 6. Le délai de livraison est de douze (12) mois.
- 7. Les exigences en matière de qualification sont :
 - a) Pour les anciennes entreprises :
 - Capacité technique et expériences :
 - Être une entreprise exerçant dans le domaine de déploiement de solutions informatiques, justifié par l'extrait légalisé du registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM) ou les statuts.
 - Preuve d'avoir réalisé au cours des cinq (05) dernières années (2020, 2021, 2022, 2023 et 2024) et de l'année en cours, au profit de l'Administration publique, sociétés ou offices d'Etat ou mixtes, représentations ou organisations internationales ou toutes autres personnes morales de droit privé, au moins deux (02) marchés de fourniture et installation de solution informatique.

Le montant de chaque marché doit équivaloir à au moins soixante-trois millions cinq cent cinquante-neuf mille trois cent vingt-deux (63 559 322) F CFA HT.

Produire la copie légalisée des attestations de bonne fin d'exécution ou copie légalisée des procès-verbaux de réception et joindre la copie des contrats y relatifs (copie de la page de garde renseignant sur l'objet et le montant du marché, et la page de signature). Les attestations de bonne fin d'exécution ou les procès-verbaux de réception ne sont pris en compte que s'ils sont accompagnés des marchés y relatifs.

 Disposer d'un personnel clé dont les profils, qualifications et expériences sont conformes à ceux indiqués au point 5 de la sous-section C critère d'évaluation et de qualification.

Capacité financière :

 Soumettre les états financiers (quinze premières pages) des trois dernières années (2022, 2023 et 2024) présentées par un comptable employé de l'entreprise, attestés par un membre de l'Ordre des Experts Comptables et Comptables Agréés (OECCA) et portant la mention DGI;

- Avoir réalisé durant les trois dernières années (2022, 2023 et 2024) un chiffre d'affaires annuel moyen d'au moins cent-un millions six cent quatre-vingtquatorze mille neuf cent seize (101 694 916) francs CFA HT.
- Avoir accès à des financements tels que des avoirs liquides ou des lignes de crédit, justifiés par une attestation d'une banque ou une institution financière agréée au Bénin ou ayant un correspondant au Bénin. Produire une attestation de capacité financière d'un montant de quatorze millions cent vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-quatorze (14 124 294) francs CFA.

b) Pour les entreprises naissantes :

• Capacité technique et expériences :

- être une entreprise exerçant dans le domaine de déploiement de solutions informatiques, justifié par l'extrait légalisé du registre de commerce et du crédit mobilier (RCCM) ou les statuts.
- o Disposer d'un personnel clé et d'un personnel d'encadrement dont les profils, qualifications et expériences sont conformes à ceux indiqués au **point 5 de la sous-section C. critère d'évaluation et de qualification.**

Capacité financière :

- Les entreprises naissantes devront fournir le bilan d'ouverture et celles qui n'ont pas encore trois années d'existence, les états financiers de leurs années d'existence. Les soumissionnaires étrangers devront fournir les états financiers en conformité avec la législation de leur pays d'origine.
- Avoir accès à des financements tels que des avoirs liquides ou des lignes de crédit, justifiés par une attestation d'une banque ou une institution financière agréée au Bénin ou ayant un correspondant au Bénin. Produire une attestation de capacité financière d'un montant de quatorze millions cent vingt-quatre mille deux cent quatre-vingt-quatorze (14 124 294) francs CFA.
- Fournir une assurance de risques professionnels en original ou copie légalisée d'un montant minimal de quatre-vingt-treize millions deux cent vingt mille trois cent trente-neuf (93 220 339) francs CFA.

Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées.

NB : L'autorité contractante se réserve le droit de vérifier l'authenticité des références techniques (attestation de bonne fin d'exécution et autres preuves) présentées par les candidats, auprès des autorités contractantes bénéficiaires ayant délivrés lesdites références techniques.

- 8. Les candidats intéressés peuvent obtenir gratuitement le dossier d'appel d'offres complet à compter du ALTONIO DE 2025. Le dossier d'appel d'offres en version papier ou en version électronique sous le format PDF sera immédiatement remis aux candidats intéressés sur simple présentation de ces derniers au secrétariat permanent des marchés publics de la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin), sis au 1^{er} Etage de l'Immeuble « LE JATOBA », Avenue Jean-Paul II, lot 20, Zone résidentielle à Cotonou de 08 heures à 12 heures 30 min et de 14 heures à 17 heures 30 min, heures locales. Ce dossier peut être obtenu par voie électronique à condition que le candidat remplisse la fiche de retrait du dossier. Ce retrait est matérialisé par une fiche établie selon un modèle mis à disposition par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.
- 10. Les offres (versions physique et électronique) seront ouvertes en présence des candidats ou de leurs représentants qui souhaitent être présents à l'ouverture des plis, à l'adresse ci-après : Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin), Salle de réunion sise au 1^{er} Etage de l'Immeuble « LE JATOBA », Avenue Jean-Paul II, lot 20, Zone résidentielle à Cotonou le Langue de l'Ambre de l'acceptant de la company de la comp
- 11. Les offres doivent comprendre une garantie de soumission, d'un montant de huit cent quarante-sept mille quatre cent cinquante-huit (847 458) francs CFA.
 - En ce qui concerne les micros, petites et moyennes entreprises, la garantie de l'offre peut prendre la forme d'une simple lettre de déclaration de garantie suivant le modèle prévu dans les formulaires du dossier d'appel d'offres.

12. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à compter de la date limite de soumission.

La Personne Responsable des Marchés Publics

Herbert Emanuel VIEYRA